



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Grand Est  
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse**

**Arrêté préfectoral mettant en demeure l'entreprise ESKA  
de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-1007  
du 06/08/2014 refondant les prescriptions techniques applicables aux installations de  
tri, transit et traitement de déchets métalliques et de dépollution de véhicules hors  
d'usage exploitées par la société ESKA sur la commune de CHAMPIGNEULLES**

**N° 2023-0140**

**AIOT : 0006200213**

**LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE**  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-1, L. 171-8 et L. 511-1 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-1007 du 06/08/2014 refondant les prescriptions techniques applicables aux installations de tri, transit et traitement de déchets métalliques et de dépollution de véhicules hors d'usage exploitées par la société ESKA sur la commune de CHAMPIGNEULLES ;

**VU** les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 02 novembre 2022 lors de la visite de contrôle des installations susvisées, consignés dans son rapport GK/NW/1720\_2022 en date du 14 février 2023, dont copie a été transmise à la société ESKA ;

**VU** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par l'exploitant ESKA en date du 27 février 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite de contrôle en date du 2 novembre 2022, il a été constaté la présence de liquide noir dans le second compartiment et en sortie du débourbeur-déshuileur le plus à l'Ouest du site, la boule densimétrique flottant sur ce surnageant ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 27 de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 impose que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, soient collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence et que les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités soient tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a présenté des analyses réalisées sur les rejets d'eaux en sortie de ce séparateur d'hydrocarbure lesquelles montrent des teneurs en hydrocarbures totaux de 9,4 mg/l le 13/01/22 et de 17 mg/l le 18/11/2021;

**Considérant** dès lors que les articles 27 et 31 de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 ne sont pas respectés ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société ESKA, dont le siège social est sis 56 route de Metz - 57130 JOUY-AUX-ARCHES , est mise en demeure dans le cadre de l'exploitation de ses installations de tri, transit et traitement de déchets métalliques et de dépollution de véhicules hors d'usage, implantées ZI rue des Forges sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES, de respecter strictement sous un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions des articles 27 et 31 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 en transmettant à l'Inspection des installations classées l'attestation de conformité à la norme du ou des dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.

### **Article 2 : Recours**

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique «télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 3 : Exécution et information**

La secrétaire générale de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société ESKA

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune Champigneulle

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le 14 AVR 2023

Le préfet

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général

  
Julien LE SOFF